

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Le public ayant déjà connaissance du rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité, le premier ministre pourrait-il nous indiquer s'il a déjà reçu un exemplaire du rapport et la date à laquelle il sera déposé à la Chambre?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore reçu un exemplaire du rapport et je n'admets pas la prémisse selon laquelle le public en a déjà connaissance.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Pourrait-il expliquer à la Chambre comment il se fait qu'un journal étranger, le *Times* de Londres, ait rapporté certains faits du rapport et fait des commentaires sur la Gendarmerie royale du Canada?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas qualité pour parler au nom du *Times* de Londres, mais je demanderai au ministre de vérifier si ces allégations sont fondées.

M. Woolliams: Encore une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je me demande si le premier ministre a qualité pour nous dire si un membre de son gouvernement ou le président de la Commission auraient communiqué ces renseignements à la presse?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les membres de cette commission ont toute notre confiance.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LES MESURES LÉGISLATIVES CONCERNANT LA RÉORGANISATION DES MINISTÈRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Étant donné l'importance accordée par le très honorable premier ministre à la proposition de réorganisation de certains ministères et puisque cette réorganisation concerne des problèmes urgents, comme l'inégalité et la pauvreté régionales, le premier ministre voudrait-il indiquer à la Chambre vers quelle date il compte lui soumettre la mesure concernant la réorganisation ministérielle du gouvernement?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je le répète à la Chambre, plusieurs de ces questions ont déjà été réglées, en ce sens que plusieurs d'entre elles peuvent se décider par décret du Conseil ou par des transferts entre les ministères, ce qui n'exige aucune mesure législative. Je crois comprendre que la mesure elle-même sera présentée au début de l'an prochain.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, pour faire suite à la réponse du premier ministre, j'ai une question supplémentaire à l'adresse du ministre des Forêts et du Développement rural. En présumant que certaines responsabilités en matière de développement régional lui ont déjà été confiées, le ministre songerait-il à une déclaration prochaine au Parlement sur les structures qu'il a établies et les programmes qu'il a entrepris pour résoudre le problème de la disparité régionale?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Forêts et du Développement rural): Monsieur l'Orateur, je crois que, dans quelques semaines, je serai en mesure de déposer à la Chambre le projet de loi constituant le ministère et, à cette occasion-là, je pourrai fournir les précisions qui seront demandées.

[Traduction]

M. Lewis: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le projet de loi dont parle le ministre sera le bill sur la réorganisation du gouvernement. Le premier ministre nous a dit qu'il avait assigné des tâches à divers ministres et je ne crois pas me tromper en supposant que les fonctions assignées à ce ministre-ci sont d'une haute importance. Fera-t-il une déclaration à ce sujet avant la présentation du bill?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, les pouvoirs qui m'ont été transmis sont ceux qui existaient déjà dans les lois et dans les différents programmes qui étaient divisés entre les ministères. Aucun autre pouvoir ne m'a été accordé.

RADIO-CANADA

A PROPOS DU TEMPS D'ÉMISSION CONSACRÉ À UN GROUPE SÉPARATISTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question à l'honorable secrétaire d'État.

Je demandais hier au très honorable premier ministre si le gouvernement ou le minist-